

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 008, Numéro 020, Janvier-Mars 2025

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 8, numéro 20

Janvier-Mars 2025

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/IRNO1128>

www.revue-is.org

ANCRAGE DU PATRIOTISME DANS LA CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DROIT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Bienvenu KINSALA TONDA

Licencié en Sciences Politiques et Administratives et Auditeur pour le DEA à l'Université
Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article propose le patriotisme comme levier stratégique pour renforcer la démocratie et restaurer la légitimité de l'État dans un contexte de méfiance citoyenne et de fragmentation sociale. L'article distingue le patriotisme civique, fondé sur l'attachement à la nation et aux valeurs républicaines, du nationalisme exclusif. Ce patriotisme civique encourage le respect des lois, l'engagement citoyen et la promotion de l'intérêt général, devenant ainsi un moteur de cohésion sociale et de responsabilité collective. Il met en lumière plusieurs faiblesses de l'État de droit en RDC : une justice sous influence du pouvoir exécutif, la corruption généralisée, l'impunité, ainsi que l'usage politique de l'ethnicité, qui compromet l'unité nationale. Le manque de patriotisme alimente la méfiance envers les institutions, le repli communautaire et la désobéissance civile. Pour y remédier, trois axes d'action sont proposés notamment l'éducation civique par l'intégration du patriotisme dans les programmes scolaires, promotion de la Constitution et des devoirs citoyens ; l'exemplarité des élites par la lutte contre l'impunité, renforcement de l'éthique publique, valorisation du service public ; la mobilisation de la société civile et des médias par la diffusion d'un patriotisme inclusif via les ONG, les médias, la culture et les symboles nationaux. L'article affirme que la consolidation de l'État de droit en RDC ne peut reposer uniquement sur des réformes institutionnelles. Elle nécessite un patriotisme éclairé, inclusif et critique, qui engage citoyens et élites à œuvrer ensemble pour une nation juste, unie et durablement démocratique.

Mots clés : *Patriotisme, Etat de droit, Éducation civique, Engagement citoyen, RDC.*

ABSTRACT

This article proposes patriotism as a strategic lever for strengthening democracy and restoring the legitimacy of the state in a context of citizen mistrust and social fragmentation. The article distinguishes civic patriotism, based on attachment to the nation and republican values, from exclusive nationalism. This civic patriotism encourages respect for the law, civic commitment and the promotion of the general interest, thus becoming a driving force for social cohesion and collective responsibility. It highlights several weaknesses in the rule of law in the DRC: a judiciary under the influence of the executive, widespread corruption, impunity, and the political use of ethnicity, which compromises national unity. Lack of patriotism fuels mistrust of institutions, community withdrawal and civil disobedience. To remedy the situation, three lines of action are proposed: civic education by integrating patriotism into school curricula, promoting the Constitution and civic duties; exemplarity of the elites by combating impunity, reinforcing public ethics and enhancing public service; mobilization of civil society and the media by disseminating an inclusive patriotism via NGOs, the media, culture and national symbols. The article affirms that the consolidation of the rule of law in the DRC cannot be based on institutional reforms alone. It requires an enlightened, inclusive and critical patriotism, which engages citizens and elites to work together for a just, united and sustainable democratic nation.

Keywords : *Patriotism, Rule of law, Civic education, Citizen engagement, DRC.*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC), vaste État au cœur du continent africain, traverse depuis plusieurs décennies une transition politique marquée par des soubresauts institutionnels, des tensions identitaires et des crises de gouvernance. Malgré les nombreuses réformes entreprises pour asseoir un véritable État de droit, les résultats demeurent en deçà des attentes populaires. L'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption, la protection des libertés fondamentales ou encore la redevabilité des institutions restent des défis structurels.¹

¹ KALUBA D. D., *Justice constitutionnelle en République Démocratique du Congo*, éd. Academia, 2013, p. 413.

Dans ce contexte, se pose avec acuité la question de la consolidation de l'État de droit, non seulement comme un processus institutionnel, mais aussi comme une dynamique citoyenne².

Face aux limites des approches strictement juridiques et institutionnelles, cet article explore une piste souvent négligée mais pourtant fondamentale : celle du patriotisme comme levier de transformation démocratique. Le patriotisme, entendu comme un attachement profond à la nation et à ses valeurs, peut en effet constituer un socle moral et civique capable de soutenir durablement les efforts de consolidation de l'État de droit.³

Dans un pays comme la RDC, où les identités ethniques, les loyautés tribales et les intérêts partisans prennent fréquemment le pas sur l'intérêt général, la revitalisation du sentiment patriotique s'impose comme un impératif stratégique pour surmonter la fragmentation sociale et restaurer la légitimité de l'autorité publique.

De ce qui précède, il est impératif de nous poser la question de savoir : dans quelle mesure l'ancrage du patriotisme peut-il contribuer efficacement à la consolidation de l'État de droit en République Démocratique du Congo, dans un contexte marqué par la fragilité institutionnelle, le repli identitaire et la défiance citoyenne envers les autorités ?

L'objectif de cet article est de démontrer que le renforcement du patriotisme constitue un vecteur essentiel pour consolider l'État de droit en RDC, en mettant en lumière les interactions entre sentiment national, engagement civique et fonctionnement démocratique des institutions. Il s'agira d'analyser comment une conscience patriotique partagée peut inciter les citoyens à s'approprier les valeurs républicaines, à respecter les lois, à participer à la vie publique et à exiger une gouvernance éthique et responsable.

Plusieurs hypothèses guideront cette réflexion. Le déficit de patriotisme constitue un facteur aggravant de la fragilité de l'État de droit en RDC, en nourrissant l'indifférence civique, la corruption et la désunion nationale.

² MAKIASHI W., *Refonder l'État en Afrique, en République Démocratique du Congo*, éd. Academia, 2018, p.208.

³ NIEMBA S. J., *Etat de droit, démocratie, fédéral au Congo-Kinshasa : Source de stabilité en Afrique centrale*, éd. L'Harmattan, Paris, 2006.

Un patriotisme bien ancré et inclusif favorise la participation citoyenne, la redevabilité des institutions et la promotion de l'intérêt général, éléments essentiels pour asseoir l'autorité légitime de l'État. L'éducation civique, l'exemplarité des élites et l'engagement de la société civile sont des vecteurs essentiels pour cultiver un patriotisme susceptible de renforcer durablement les mécanismes de l'État de droit.

Pour démontrer cette thèse, l'article s'organise en trois grandes parties. La première partie s'attache à définir le concept de patriotisme dans sa dimension civique, en le distinguant du nationalisme, et à montrer comment il peut être un moteur de responsabilité individuelle et collective dans une société démocratique. La deuxième analyse les faiblesses structurelles de l'État de droit en RDC, en lien avec un déficit de patriotisme, l'ethnicisme politique et l'inefficacité des institutions. Enfin, la troisième partie propose des pistes concrètes pour ancrer le patriotisme dans les mécanismes de consolidation de l'État de droit, notamment à travers l'éducation civique, l'exemplarité des dirigeants et la mobilisation des forces vives de la société.

I. LE PATRIOTISME : FONDEMENT MORAL ET CIVIQUE D'UN ETAT RESPONSABLE

Le patriotisme peut être défini comme un attachement affectif et rationnel à sa patrie, c'est-à-dire à un territoire, une histoire, une culture, et à un ensemble de valeurs partagées. Il s'agit d'un sentiment qui allie amour, loyauté et engagement envers son pays, sans nécessairement exclure les autres peuples ou cultures. Il se manifeste dans la volonté de servir le bien commun, de respecter les institutions et de défendre les intérêts collectifs⁴.

À l'inverse, le nationalisme est souvent porteur d'une vision idéologique exclusive, fondée sur l'idée que sa nation est supérieure aux autres. Il peut conduire à l'intolérance, à la xénophobie ou à la négation de la diversité interne. Là où le patriotisme peut être inclusif et ouvert, le nationalisme tend à être fermé, rigide, voire agressif⁵.

⁴ COUTU M., *Citoyenneté et légitimité. Le patriotisme constitutionnel comme fondement de la référence identitaire*, Droit et Société, 1998, pp. 631-646.

⁵ *Ibidem*.

Le patriotisme ne se limite pas à un simple sentiment. Il prend aussi une dimension civique, c'est-à-dire qu'il implique une participation active à la vie de la cité⁶. Cela passe par le respect des lois et des institutions ; l'engagement citoyen dans des actions de solidarité, de développement ou de médiation et la défense des valeurs fondamentales telles que la justice, la liberté, la paix et la démocratie.

Un patriote authentique est donc un citoyen actif et responsable, qui contribue au progrès de la nation dans le respect de ses principes fondamentaux.

I. 1. Le patriotisme comme moteur de responsabilité individuelle et collective

Le patriotisme nourrit le sens du devoir : lorsqu'un individu aime sa patrie, il se sent concerné par son avenir, ce qui l'incite à adopter un comportement responsable. Cela peut se traduire par la protection des biens publics ; la lutte contre la corruption ; le respect des différences culturelles et ethniques ; et l'engagement pour une éducation de qualité et pour un développement durable. Le patriotisme rend ainsi chaque individu conscient de son rôle dans la construction d'une société juste et prospère.

Dans des contextes marqués par des divisions ethniques, régionales ou politiques, le patriotisme agit comme un ciment de cohésion sociale. Il permet de placer l'intérêt général au-dessus des intérêts partisans ou communautaires. Il rappelle à chacun que, malgré les différences, tous les citoyens appartiennent à une même nation, et que la prospérité de celle-ci dépend de l'unité et de la responsabilité collective.

I. 2. Patriotisme comme levier de transformation

En République démocratique du Congo (RDC), Patrice Lumumba reste l'un des symboles les plus puissants du patriotisme. Le premier à assurer les fonctions du Premier ministre du Congo indépendant en 1960, Lumumba a incarné le refus de la domination étrangère et l'aspiration à une souveraineté nationale véritable. Son discours historique du 30 juin 1960 reste un exemple de courage politique, de dignité et de foi en l'avenir du peuple congolais.

⁶ OLLIVIER E., *Du nationalisme identitaire au patriotisme constitutionnel*, dans HURBON L. (dir.), *Les transitions démocratiques. Actes du colloque international de Port-au-Prince, Haïti*, Université du Québec à Montréal, 2005.

On peut également citer des mouvements étudiants, syndicaux ou religieux, qui ont défendu, parfois au prix de leur vie, des causes liées à la démocratie, à la paix et à la justice sociale.

Aujourd'hui encore, des initiatives citoyennes émergent pour renforcer la cohésion nationale et lutter contre la mauvaise gouvernance. Par exemple, les mouvements de jeunes tels que Lutte pour le changement (LUCHA), qui militent pacifiquement pour les droits fondamentaux, la bonne gouvernance et le respect des libertés publiques. Les ONG locales engagées dans l'éducation civique, l'observation électorale, la protection de l'environnement ou la lutte contre les violences basées sur le genre. Les leaders religieux ou traditionnels, jouant un rôle clé dans la médiation des conflits et la promotion de la paix. Ces actions montrent que le patriotisme, loin d'être un concept abstrait, peut être une force concrète de transformation sociale, politique et morale.

Le patriotisme, lorsqu'il est bien compris et bien cultivé, constitue un pilier essentiel pour un État responsable. Il forge des citoyens engagés, renforce le lien social et favorise la défense de l'intérêt général. À l'heure où de nombreuses sociétés sont confrontées à des tensions identitaires et à des crises de légitimité, promouvoir un patriotisme éclairé et civique est plus que jamais une urgence pour la paix et le développement durable.⁷

II. FAIBLESSES DE L'ETAT DE DROIT: ENTRE DEFICIT DE PATRIOTISME ET CRISES STRUCTURELLES

Les faiblesses de l'Etat de droit en RDC sont consécutives aux défis structurels, le rôle de l'ethnisme et du repli communautaire.

II. 1. Défis structurels

En RDC, le pouvoir judiciaire demeure sous l'influence du pouvoir exécutif, ce qui nuit à son impartialité et à son efficacité. Les juges sont souvent nommés selon des critères politiques ou clientélistes, ce qui compromet leur capacité à rendre la justice de manière équitable. Cette dépendance affaiblit le principe de séparation des pouvoirs, fondement de tout Etat de droit. L'absence d'un système

⁷ BLATTBERG C., « Le patriotisme local et mondial », *Academia.edu*, 2017.

de nomination transparent et méritocratique renforce la méfiance du public envers les institutions judiciaires.

La corruption sévit à tous les niveaux de l'administration publique. Elle est souvent perçue comme une norme, alimentée par des salaires faibles, un manque de contrôle interne et l'absence de sanctions réelles.⁸

Cette corruption mine les politiques publiques, détourne les ressources nationales, et entrave le développement économique et social. La mauvaise gouvernance, quant à elle, se manifeste par une gestion inefficace des finances publiques, le clientélisme et une centralisation excessive du pouvoir.

En RDC, les auteurs de crimes, qu'ils soient politiques, économiques ou de guerre, jouissent souvent d'une impunité scandaleuse. Cette culture de l'impunité s'est enracinée avec le temps, notamment dans les secteurs de la sécurité et de la défense, où les violations des droits humains sont rarement poursuivies.⁹ L'absence de poursuites judiciaires crédibles empêche la reconstruction de la confiance entre les citoyens et l'Etat.

II. 2. Rôle de l'ethnicisme et du repli communautaire

L'unité nationale est gravement mise à mal par la prédominance des identités tribales ou régionales. Dans plusieurs provinces, les citoyens se définissent d'abord par leur appartenance ethnique ou clanique avant de se reconnaître dans l'identité nationale congolaise¹⁰. Ce phénomène favorise le népotisme et la discrimination, avec des nominations et des services publics souvent distribués selon l'origine ethnique.

Les divisions ethniques sont instrumentalisées par les élites politiques pour mobiliser un électorat captif, maintenir leur pouvoir et affaiblir leurs adversaires. Cette exploitation stratégique crée des tensions intercommunautaires, ravive les conflits latents et bloque toute tentative de construction d'un espace civique

⁸ TSHIUNZA T. G., *L'empire de l'impunité et de la corruption en RDC*, éd. Le Lys Bleu, Paris, 2025, p.48.

⁹ WONDO O. J.J., *Corruption et impunité : un cocktail mortel pour la nation congolaise*, éd. Desk Africain d'Analyses Stratégiques, Kinshasa, 2020, pp. 14-18.

¹⁰ MASSAMBA J. S., *Identité ethnique et conflits civils au Congo-Brazzaville*, éd. L'Harmattan, Paris, 2013, p. 308.

commun.¹¹ La logique politique devient ainsi une lutte entre groupes plutôt qu'un débat démocratique d'idées.

II. 3. Conséquences du déficit de patriotisme

Face à un État perçu comme corrompu, incompetent ou partial, les citoyens congolais manifestent une perte croissante de confiance dans les institutions officielles¹². Ils se tournent souvent vers des autorités parallèles (chefferies traditionnelles, groupes armés, ONG, etc.) pour répondre à leurs besoins, ce qui délégitime l'État central.

Dans certaines régions, l'État est perçu comme un acteur extérieur, voire oppresseur. Cette perception encourage la désobéissance civile, la rébellion armée, et la prolifération de milices locales. Le manque de légitimité institutionnelle affaiblit considérablement la capacité de l'État à faire appliquer les lois et à garantir la sécurité de tous.¹³

Le déficit de patriotisme contribue à l'érosion du sentiment d'appartenance commune. L'unité nationale devient un idéal lointain lorsque les citoyens ne voient plus l'État comme garant de justice, de sécurité et d'inclusion. La fragmentation territoriale et identitaire compromet ainsi toute tentative de bâtir une démocratie stable et un État fonctionnel.¹⁴

Les faiblesses de l'État de droit en RDC ne relèvent pas seulement de problèmes techniques ou juridiques, mais s'inscrivent dans une crise plus profonde, mêlant déficit de patriotisme, divisions identitaires, et faiblesses structurelles des institutions¹⁵.

Pour remédier à cette situation, une réforme systémique est nécessaire, reposant sur l'éducation civique, la réhabilitation de la justice, et la reconstruction du lien social autour d'un projet national inclusif.

¹¹ KALULAMBI P., *Être Luba au XXe siècle. Ethnicité et identité chrétienne au Congo démocratique (Zaïre)*, éd. Karthala, Paris, 2000, p. 196.

¹² Heshima Magazine, *De l'élite à la rébellion : le paradoxe congolais*, Kinshasa, avril 2025.

¹³ MPUTU J. P., « L'étude du caractère d'État de droit de la RDC : coquille vide ou réalité ? », Mémoire de Licence, Université de Kinshasa, 2012.

¹⁴ NDAYWEL à NZIEM I., « République Démocratique du Congo : retour sur une « crise chronique de gouvernance », dans *Le Monde Afrique*, Paris, 2018.

¹⁵ LUKANGA W., *Corruption et patriotisme : reconstruire la RD Congo par l'éthique collective*, Afrimag, Casablanca, 2025, p. 81.

III. ANCRER LE PATRIOTISME DANS LA CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DROIT

La consolidation de l'Etat de droit ne peut se faire sans l'adhésion sincère et active des citoyens à leur nation, à ses institutions et à ses valeurs fondamentales. Dans ce cadre, le patriotisme doit être conçu non pas comme un nationalisme aveugle, mais comme un attachement éclairé à la République, à ses principes démocratiques et à la volonté collective de progrès. Cela suppose de structurer l'éducation, la gouvernance et l'engagement civique autour de cette ambition commune.

III. 1. Education civique et formation citoyenne comme vecteurs clés

L'école constitue le socle premier de la construction de la conscience citoyenne. Dès le plus jeune âge, il est essentiel d'intégrer le patriotisme comme une valeur transversale dans les programmes scolaires, non pas sous forme de simple exaltation nationaliste, mais en insistant sur l'importance du vivre-ensemble, du respect des institutions et de la responsabilité citoyenne. L'histoire nationale, les luttes pour l'indépendance, les figures emblématiques de la République ou les grandes réalisations collectives doivent être enseignées de manière critique et inclusive pour inspirer un sentiment d'appartenance et de fierté.

La connaissance de la Constitution, des libertés fondamentales, ainsi que des devoirs civiques (vote, respect de la loi, solidarité, participation à la vie publique) doit être au cœur de la formation des élèves et étudiants. Cette sensibilisation permet de créer une culture juridique partagée et de renforcer la légitimité des institutions démocratiques. Des activités telles que les parlements scolaires, les concours de débats citoyens, ou les simulations parlementaires peuvent jouer un rôle fondamental dans cette dynamique.

III. 2. Promotion de l'exemplarité au sein de l'élite

L'ancrage du patriotisme dans les institutions passe nécessairement par la restauration de la confiance dans l'appareil étatique. Pour cela, une lutte résolue contre l'impunité est indispensable. Le sentiment d'injustice né de la corruption, des abus de pouvoir ou de la partialité judiciaire fragilise le contrat social. Il faut donc garantir l'indépendance de la justice, l'efficacité des mécanismes de contrôle et de sanction, et l'accès à la vérité pour les citoyens.

Les responsables politiques, les fonctionnaires et toutes les élites publiques doivent incarner les valeurs républicaines qu'ils sont chargés de défendre. Leur comportement exemplaire est un levier fondamental pour instaurer un patriotisme crédible. Cela passe par une formation à l'éthique, la transparence dans la gestion des affaires publiques, la déclaration de patrimoine, et surtout par une valorisation symbolique et sociale du service public comme engagement patriotique.

III. 3. Engagement de la société civile et des médias pour une conscience patriotique

La société civile et les médias sont des vecteurs essentiels pour entretenir un patriotisme éclairé, pluraliste et critique. Les ONG peuvent initier des campagnes de sensibilisation, de formation citoyenne ou de plaider autour des droits humains, de la gouvernance ou de la citoyenneté active.

Les journalistes, quant à eux, doivent bénéficier d'un cadre de liberté et de responsabilité pour promouvoir le débat public, dénoncer les dérives et mettre en lumière les initiatives patriotiques. Les leaders d'opinion, artistes, intellectuels, religieux, ont également une responsabilité dans la mobilisation des consciences autour d'un idéal collectif.

La culture joue un rôle crucial dans la construction du sentiment d'appartenance. Le patrimoine, la langue, les fêtes nationales, les commémorations historiques, les symboles de l'État (drapeau, hymne, devise) ne doivent pas être des éléments décoratifs, mais des points d'ancrage vivants pour forger une identité nationale partagée. La mémoire collective, notamment à travers les musées, les archives, les monuments et les œuvres artistiques, permet d'inscrire chaque citoyen dans une histoire commune et d'enraciner un patriotisme qui soutient la démocratie et l'État de droit.

Ancrer le patriotisme dans les mécanismes de consolidation de l'État de droit revient à conjuguer amour de la patrie et engagement civique. C'est un projet de longue haleine, qui demande une réforme structurelle de l'éducation, une exemplarité intransigeante des gouvernants, et une mobilisation active de tous les relais de la société.

En liant les aspirations patriotiques aux principes démocratiques, il devient possible de bâtir une nation à la fois fière de son identité et résolument tournée vers la justice, la paix et la modernité.

CONCLUSION

Au terme de cette réflexion, il apparaît clairement que la consolidation de l'Etat de droit en République Démocratique du Congo ne saurait se limiter à des réformes juridiques ou institutionnelles, aussi nécessaires soient-elles. Elle doit s'appuyer sur un fondement plus profond : le patriotisme, entendu comme un attachement éclairé, critique et inclusif à la nation et à ses valeurs démocratiques.

Dans un contexte congolais marqué par la fragilité des institutions, le repli identitaire, la corruption endémique et la méfiance citoyenne, le déficit de patriotisme constitue un obstacle majeur à la construction d'un État légitime, équitable et efficace.

En revanche, un patriotisme bien ancré, fondé sur l'engagement civique, la responsabilité collective et le respect de la diversité, peut devenir un puissant levier de transformation. Il favorise l'unité nationale, la participation citoyenne et la redevabilité des gouvernants, autant de piliers indispensables pour faire vivre l'État de droit.

Ainsi, l'avenir démocratique de la RDC dépend de sa capacité à former des citoyens patriotes, conscients de leurs droits mais aussi de leurs devoirs, et déterminés à faire primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Cela implique une réforme de l'éducation, une exigence d'exemplarité des élites, et une mobilisation de tous les acteurs sociaux, société civile, médias, leaders d'opinion, autour d'un projet national commun. C'est à ce prix que le patriotisme cessera d'être un simple idéal abstrait pour devenir une force concrète de justice, de paix et de développement durable au service de toute la nation congolaise.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BLATTBERG C., *Le patriotisme local et mondial*, Academia.edu, 2017.
- COUTU M., *Citoyenneté et légitimité. Le patriotisme constitutionnel comme fondement de la référence identitaire*, Droit et Société, 1998.
- Heshima Magazine., *De l'élite à la rébellion : le paradoxe congolais*, Kinshasa, avril 2025.
- KALUBA D. D., *Justice constitutionnelle en République Démocratique du Congo*, éd. Academia, 2013.

-
- KALULAMBI P., *Être Luba au XXe siècle. Ethnicité et identité chrétienne au Congo démocratique (Zaire)*, éd. Karthala, Paris, 2000.
 - LUKANGA W., *Corruption et patriotisme : reconstruire la RD Congo par l'éthique collective*, Afrimag, Casablanca, 2025.
 - MAKIASHI W., *Refonder l'État en Afrique, en République Démocratique du Congo*, éd. Academia, 2018.
 - MASSAMBA J. S., *Identité ethnique et conflits civils au Congo-Brazzaville*, éd. L'Harmattan, Paris, 2013.
 - MPUTU J. P., « L'étude du caractère d'État de droit de la RDC : coquille vide ou réalité ? », Mémoire de Licence, Université de Kinshasa, 2012.
 - NDAYWEL è NZIEM I., « République Démocratique du Congo : retour sur une « crise chronique de gouvernance », dans *Le Monde Afrique*, Paris, 2018.
 - NIEMBA S. J., *État de droit, démocratique, fédéral au Congo-Kinshasa : Source de stabilité en Afrique centrale*, éd. L'Harmattan, Paris, 2006.
 - OLLIVIER E., *Du nationalisme identitaire au patriotisme constitutionnel*, dans HURBON L. (dir.), *Les transitions démocratiques. Actes du colloque international de Port-au-Prince, Haïti*, Université du Québec à Montréal, 2005.
 - TSHIUNZA T. G., *L'empire de l'impunité et de la corruption en RDC*, éd. Le Lys Bleu, Paris, 2025.
 - WONDO O. J.J., *Corruption et impunité : un cocktail mortel pour la nation congolaise*, éd. Desk Africain d'Analyses Stratégiques, Kinshasa, 2020.